

**MOTION  
AVEC DEMANDE D'EXAMEN PRIORITAIRE**

- **DEPOSEE PAR** : M. Michel STEFANI AU NOM DU GROUPE « COMMUNISTE ET CITOYENS DU FRONT DE GAUCHE »
- **OBJET** : TAFTA ET CETA : DEMANDE DU RETRAIT DE LA FRANCE DANS LES NEGOCIATIONS.

---

**CONSIDERANT** les révélations faites par Greenpeace sur le contenu même du TAFTA cet accord commercial le plus important négocié jusqu'ici dans le secret absolu par la Commission européenne et les Etats Unis,

**CONSIDERANT** que le TAFTA comme son cousin le CETA représentent un danger pour la démocratie, les emplois, l'agriculture, la santé publique et l'environnement,

**CONSIDERANT** que ces Traités de libre échange nivelleraient par le bas les normes sociales et environnementales et auraient un impact désastreux dans bien des domaines sociétaux,

**CONSIDERANT** que l'agriculture dans toute l'Europe sortirait laminée de l'ouverture des marchés aux producteurs américains, alors même qu'elle traverse une crise tragique,

**CONSIDERANT** que les appellations d'origine contrôlées : la plupart des produits AOC fierté légitime des producteurs locaux, perdraient cette spécification pour être produits n'importe où,

**CONSIDERANT** que les multinationales pourraient attaquer les États si elles s'estimaient lésées par une législation nationale,

**CONSIDERANT** que les négociations négligent l'impératif climatique, comme si les engagements pris lors de la COP21 n'étaient déjà plus d'actualité,

**CONSIDERANT** que l'Europe ne pourrait plus interdire des substances dangereuses mais devrait simplement les "gérer",

**CONSIDERANT** que la lutte contre l'usage des pesticides et les perturbateurs endocriniens entre autres n'en serait que plus difficile,

**CONSIDERANT** que les questions relatives au bien-être animal ne sont même pas traitées, alors que les normes américaines sont généralement plus faibles,

**CONSIDERANT** que les Etats-Unis veulent même revenir sur l'interdiction par l'Europe des tests cosmétiques sur les animaux,

**CONSIDERANT** que ce traité ferait passer les intérêts particuliers des grandes entreprises avant la protection des consommateurs et de l'environnement et porterait un coup terrible à la démocratie,

### **L'ASSEMBLEE DE CORSE**

**DEMANDE** au Président de la République François Hollande de prendre les dispositions nécessaires afin que la France sorte des négociations sur le TAFTA et le CETA.